

GE_GERICHTE ATAS/503/2008 vom 5. September 2007

GE Cour de justice, 2007-09-05, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_503_2008

FR: GE_GERICHTE ATAS/503/2008 du 5 septembre 2007

IT: GE_GERICHTE ATAS/503/2008 del 5 settembre 2007

Erwägungen

E. 1

L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (LFLP), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal

A/3499/2007 3/5 cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce.

E. 2

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444). Les versements en espèces sortent du système de la prévoyance professionnelle, et ne donnent pas lieu au partage (cf. message du Conseil fédéral, in FF 1996, p. 110).

E. 3

En l'espèce, le juge de première instance a ordonné le partage par moitié des prestations de sortie acquises durant le mariage par les demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 29 août 1986, d'autre part le 19 octobre 2007, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire.

E. 4

Selon les documents produits, la prestation acquise pendant le mariage par le demandeur est de 227'197 fr., tandis que celle acquise par la demanderesse est de 274 fr., les intérêts ayant déjà été calculés par les institutions de prévoyance défenderesses. On rappellera que les avoirs de prévoyance constitués par la demanderesse qui lui ont été versés en espèces, pour des périodes d'affiliation de 1986 à 1988, courant 1988, et 1991 à 1994, étaient régis par l'ancienne loi fédérale sur la prévoyance professionnelle, étant précisé que la loi fédérale sur

le libre- passage, du 17 décembre 1993, est entrée en vigueur au 1er janvier 1995. Selon l'ancienne législation, les prestations pouvaient être versées en espèces notamment lorsqu'une femme mariée ou sur le point de se marier cessait d'exercer une activité lucrative, et également lorsque la période d'assurance était inférieure à neuf mois (art. 30a LPP). Ainsi le demandeur doit à son ex-épouse le montant de 113'598 fr. 50 (227'197 fr. : 2) et celle-ci doit à celui-là le montant de 137 fr. (274 fr. : 2), de sorte que c'est le demandeur qui doit à la demanderesse le montant de 113'461 fr. 50.

E. 5

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12

A/3499/2007 4/5 OPP 2 ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur ((ATF 129 V 255 consid. 3).

E. 6

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

A/3499/2007 5/5

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.